

LES RELATIONS FRANCE-ALGÉRIE ET LE SOULÈVEMENT DU HIRAK

Fruit d'une enquête par entretiens et observations directes sur les lieux de la contestation à Paris, croisée aux déclarations publiques officielles de la France et de l'Algérie, la présente analyse se propose de comprendre comment le soulèvement populaire interagit dans les relations qu'entretiennent la France et l'Algérie¹. D'un côté, les diplomates placent la gestion des intérêts mutuels au centre de leurs échanges pour assurer la bonne entente et la stabilité des deux États dans le contexte particulier de forte contestation ouvert en février 2019 en Algérie. De l'autre, la population engagée dans la protestation contre le « système » prend également à partie la France, qu'elle accuse de se porter au secours d'un régime qualifié de corrompu et de le soutenir. Trait caractéristique de la situation conflictuelle, la mémoire de la colonisation est omniprésente. Les autorités françaises et algériennes mobilisent l'histoire de la guerre d'Algérie pour tenter chacune d'orienter et de contrôler le cadrage politique de leurs échanges. Les protestataires, quant à eux, se réapproprient la politique par l'histoire du mouvement national pour délégitimer les tenants du pouvoir et appeler à une véritable indépendance plus de cinquante-sept ans après celle de l'Algérie, obtenue en 1962 et qu'ils considèrent avoir été confisquée dans le même temps². On peut

105

1. Le travail d'enquête sur lequel repose cet article a été mené à partir de février 2019 lors des rassemblements tenus chaque dimanche sur la place de la République et sur divers lieux de contestation (notamment devant les consulats d'Algérie à Paris et à Bobigny). Il a été suspendu par le confinement en France de la population pour raison sanitaire entre mars et juin 2020 et depuis la fin octobre 2020. Les personnes dont les propos sont reproduits sont désignées par un pseudonyme. (Traduction des affiches, slogans et discours depuis l'arabe classique, l'arabe dialectal et le kabyle par Youcef Hamdani.)

2. Moment de forte politisation, la contestation portée par le Hirak donne lieu à d'intenses débats publics, à l'instar de l'avènement du multipartisme reconnu par la Constitution de 1989.

alors se demander si la contestation populaire contribue à rapprocher la France et l'Algérie, ou bien si elle représente un élément de discordance entre les deux pays.

DIPLOMATIE DE LA COLÈRE

106 Pour répondre à cette interrogation, le recours à la sociologie des émotions que propose Todd Hall dans ses analyses des relations internationales est intéressant à double titre³. Portant son étude sur les diplomaties de plusieurs États, l'auteur démontre que les acteurs étatiques déploient, à des fins stratégiques et selon les circonstances, une diplomatie de la colère, de la sympathie, de la culpabilité. Il remarque en conclusion, mais sans développer plus en avant son argument, que les « émotions populaires », définies comme expressions publiques « non officielles » des émotions des citoyens, jouent un rôle important dans les relations diplomatiques⁴. S'appuyer sur la distinction entre « émotions officielles » et « émotions populaires » apparaît alors évident pour répondre à notre questionnement lorsqu'on sait que les mémoires de la colonisation de la France en Algérie et de la guerre d'indépendance se trouvent convoquées par les autorités des deux pays, mais aussi par les manifestants eux-mêmes, que ce soit en Algérie ou en contexte migratoire. À cet égard, l'émergence du Hirak apparaît comme un remarquable exemple de mobilisations émotionnelles.

Dans les relations diplomatiques, il n'est pas rare de constater que des positions officielles prises par la France entraînent de la part de l'Algérie des réactions exprimées sous un registre émotionnel. Dès les premiers mois du soulèvement populaire, la diplomatie française reconnaît l'ampleur des mobilisations contestataires qui ont contraint le président Abdelaziz Bouteflika à démissionner le 2 avril 2019 et exprime la nécessité d'une « transition » en Algérie. Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, déclare, le jour même de cette démission, que « le peuple algérien a montré ces dernières semaines, par une mobilisation continue, digne et pacifique, qu'il était déterminé à faire entendre

Cf. Myriam Aït-Aoudia, *L'Expérience démocratique en Algérie (1988-1992). Apprentissages politiques et changement de régime*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

3. *Emotional Diplomacy: Official Emotion on the International Stage*, Ithaca (N. Y.), Cornell University Press, 2015.

4. L'action de ces citoyens peut également être vue comme participant d'une diplomatie publique. Cf. Christian Lequesne, « La diplomatie publique : un objet nouveau ? », *Mondes. Les cahiers du Quai d'Orsay*, n° 11, 2012, p. 9-12.

sa voix ». Il ajoute : « Nous sommes confiants dans la capacité de tous les Algériens à poursuivre cette transition démocratique dans ce même esprit de calme et de responsabilité. » Recourant à un registre de la colère, les responsables algériens font alors savoir qu'ils n'entendent pas qu'on leur indique la voie d'une quelconque « transition ». Réaction significative du contexte de crispation rampante entre les deux pays, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique algérien, Tayeb Bouzid, déclare pour sa part, le 8 juillet, que « le français ne mène nulle part » et demande « à mettre en place les mécanismes nécessaires pour consolider l'utilisation de l'anglais à l'Université et dans la recherche ». Des journalistes considèrent que les dirigeants algériens chercheraient à diviser les rangs des manifestants en donnant un gage à la mouvance islamiste pour contrer les revendications portées par les manifestants qui accusent une partie de l'armée de détournements d'argent public et d'abus de pouvoir. Mais cette réaction peut également être interprétée comme une mise en garde faite à la France de ne pas prendre position dans un conflit au risque de voir diminuer son influence culturelle. Quelques mois plus tard, le 1^{er} novembre, à l'occasion de la célébration du déclenchement de la révolution algérienne en 1954, Jean-Yves Le Drian réaffirme sa position et ajoute que, « le seul souhait de la France aujourd'hui, c'est que les Algériens trouvent ensemble les chemins d'une transition démocratique ». Il précise alors que « c'est en effet aux Algériens et à eux seuls qu'il revient de décider de leur avenir », tout en célébrant le caractère pacifique des actions protestataires : « Nous saluons l'esprit de responsabilité, de civisme et de dignité qui prévaut au sein du peuple algérien depuis le début des manifestations et qui suscite l'admiration. Nous sommes confiants que cet esprit continuera de s'exprimer pacifiquement, sans entraves, par la voie du dialogue démocratique et dans le respect des libertés d'expression, de la presse et de manifestation. »

107

La réaction algérienne dans les jours qui suivent est cinglante, alors même que le chef de la diplomatie française avait pris la précaution d'invoquer le total respect des souverainetés nationales dans un esprit de respect mutuel. Le 10 novembre, Abdelmadjid Tebboune, alors candidat à l'élection présidentielle, mais déjà pressenti comme le futur président de la République, s'en prend à France 24, qu'il accuse d'ingérence dans la vie politique de l'Algérie. « Je vois une chaîne de télévision publique française pour qui l'Algérie se résume à la place de la Grande-Poste et à la place Audin », déclare-t-il sur la chaîne télévisée algérienne El Bilad, en référence à la couverture médiatique effectuée par France 24 depuis ces deux endroits, points névralgiques des marches populaires contre

le « système » organisées chaque vendredi et chaque mardi à Alger⁵. Près d'un mois après, le 12 décembre, Abdelmadjid Tebboune est sans surprise élu chef de l'État. La diplomatie française salue cette élection comme ouvrant une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays. Elle fait remarquer dans le même temps l'importance du mouvement contestataire en rappelant une nouvelle fois le souhait de la France de voir s'engager une « transition ». Jean-Yves Le Drian réitère néanmoins la position prise aux premiers mois du Hirak : « La France n'a qu'un souhait, et ce n'est pas du tout un souhait diplomatique, c'est que la poursuite de la transition démocratique puisse se faire, dans le respect de la souveraineté algérienne. » Il appelle à la discussion entre toutes les parties engagées dans la situation conflictuelle : « À partir de ce moment-là, nous disons : "Il y a un processus en cours." On constate aussi qu'il y a un mouvement social important. Il importe de faire en sorte que dans ce moment crucial le dialogue soit poursuivi. »⁶

ENTRE SYMPATHIE ET CULPABILITÉ

La position française s'en remet alors à l'élection du nouveau président de la République algérienne. Après une année de tension larvée, les deux pays s'accordent à faire de cette élection une occasion pour impulser une nouvelle dynamique dans leurs relations bilatérales. Du côté algérien, recevoir le soutien diplomatique de la France dans un contexte de forte contestation populaire est une ressource précieuse qui peut combler en partie le manque de légitimité dont pâtit le président Tebboune du fait du succès qu'a rencontré l'appel au boycott du scrutin présidentiel du 12 décembre lancé par les protestataires, cet appel ayant été suivi par une part non négligeable de la population. Du côté français, intensifier les relations avec l'Algérie et travailler à la mise en place d'un rapprochement concernant les crises en Libye et au Sahel est déterminant pour maintenir l'influence française dans la région.

Deux visites effectuées à quelques mois d'intervalle à Alger servent à montrer le plein accord entre les deux parties intéressées à promouvoir une diplomatie de la « sympathie ». Jean-Yves Le Drian est alors le premier membre du gouvernement français à se rendre en Algérie après l'irruption du soulèvement populaire. Lors de sa venue à Alger, le 21 janvier 2020,

5. « Le candidat à la présidentielle algérienne Abdelmadjid Tebboune accuse la France d'in-gérence », France24.com, 12 novembre 2019.

6. Entretien sur France Inter, 15 décembre 2019.

Abdelmadjid Tebboune lui fait part de sa volonté d'engager un « partenariat extrême ». Lors d'une nouvelle visite quelques semaines plus tard, le 12 mars, le chef de la diplomatie française se félicite, dans une déclaration à la presse, de la proximité des positions défendues par les deux pays sur la situation en Libye et au Sahel⁷. Alors qu'il avait été placé au premier plan des préoccupations françaises, le soulèvement populaire est ainsi estompé par les conflits régionaux et relégué comme une question de second ordre.

Au-delà du contexte social, la France et l'Algérie considèrent que la gestion commune des mémoires de la colonisation représente une nécessité pour consolider la bonne entente affichée. L'objectif proclamé est de mettre fin au « conflit mémoriel » dans leurs relations afin d'engager une nouvelle étape. Si une historiographie de la colonisation et de la guerre a pu être entreprise, le travail politique mémoriel n'a, quant à lui, pas été fait. S'engage alors une alternance de « cadrages »⁸ des relations entre pays qui oscillent entre sympathie et culpabilité. Les déclarations des deux présidents de la République rendent ainsi compte de la concurrence à l'œuvre dans la gestion du sens. Comme Todd Hall le montre, la diplomatie de la culpabilité construite autour de l'association entre fautes et excuses donne lieu à des traductions sous la forme de manifestations symboliques destinées à renforcer une image de pénitence et de responsabilité. Pour donner sens à leurs relations avec la France, les autorités algériennes cherchent à amplifier ce cadrage et à l'appliquer aux victimes algériennes de la colonisation. Comme pour mieux orienter ces relations vers une diplomatie de la culpabilité, elles ponctuent toute avancée dans la reconnaissance par la France des crimes commis durant la colonisation d'un questionnement quant à l'opportunité de demander des excuses. Lorsqu'en 2007 Nicolas Sarkozy évoque, en tant que président de la République, la réalité « des crimes terribles commis tout au long de la guerre d'indépendance, qui a fait d'innombrables victimes des deux côtés » et rappelait le caractère « profondément injuste » de la colonisation, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales algérien, Noureddine Yazid Zerhouni, réagit ainsi : « Nous dirons toujours que ce n'est pas assez. Quand nous plaçons ces paroles dans leur contexte, ce n'est pas assez, mais c'est un progrès. » Tout en ajoutant : « Je ne sais

7. Sur l'évolution des positions française et algérienne quant à la question libyenne, cf. Abdennour Benantar, *Les Initiatives de sécurité au Maghreb et au Sabel. Le G5 Sahel mis à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 73-76.

8. Dans le sens donné par Erving Goffman au mot « *framing* », conçu comme modalisation d'un cadre primaire en une autre activité – *Les Cadres de l'expérience* (1974), Paris, Minuit, 1991.

pas si les excuses sont nécessaires, mais utiles elles le seront toujours. »⁹ De la même façon, François Hollande, nouvellement élu président de la République française, affirme le 19 décembre 2012 qu'il n'est pas venu par sa visite d'État en Algérie « faire repentance ou excuses ». Il déclare : « Je viens dire ce qu'est la vérité, ce qu'est l'histoire. » Au deuxième jour de cette visite, il reconnaît devant les parlementaires algériens « les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien ». En février 2017, lors d'un déplacement à Alger, Emmanuel Macron, alors candidat à la présidence de la République, poursuit ce mouvement engagé par les autorités françaises dans la reconnaissance des responsabilités de la France et qualifie la colonisation de « crime contre l'humanité »¹⁰. Devenu depuis quelques mois le premier président de la V^e République à être né après la guerre d'Algérie, il réserve le registre émotionnel de la culpabilité à une victime française de l'armée française en rendant visite, le 13 septembre 2018, à la veuve du mathématicien Maurice Audin, membre du Parti communiste algérien qui avait été officiellement porté disparu le 11 juin 1957, au plus fort de la bataille d'Alger. Dans un élan d'émotion, avant de l'embrasser, le président Macron confie : « C'est à moi de vous demander pardon, donc vous ne me dites rien. On restaure un peu de ce qui devait être fait. » Le 4 février 2019, rendant hommage à Josette Audin, qui venait de décéder, il reconnaît « au nom de la République française » que son mari avait été « torturé puis exécuté ou torturé à mort » par des militaires français.

La diplomatie de la culpabilité, qui est une réponse au fait d'être perçu comme responsable d'une faute antérieure, peut alors impliquer des gestes de compensation qui ne sont pas sans coût¹¹. Dans un entretien accordé à France 24 le 4 juillet 2020, le président de la République algérienne considère avoir déjà reçu des « demi-excuses » de la France pour les crimes commis pendant la période coloniale mais ajoute qu'il espère que Paris présentera des excuses formelles à l'Algérie à même de contribuer à un apaisement, « pour des relations économiques, pour des relations culturelles, pour des relations de voisinage ». Dans un nouvel entretien donné neuf jours plus tard à *L'Opinion*, s'accordant avec la position française qui vise à la reconnaissance des faits historiques et des responsabilités politiques, le président Tebboune limite la demande de dédommagement à un cas bien précis : « Les Algériens tiennent beaucoup

9. « Zerhouni : “Ce n'est pas assez” », ElWatan.com, 5 décembre 2007.

10. Entretien sur la chaîne de télévision algérienne Echorouk News, 14 février 2017.

11. Todd H. Hall, *Emotional Diplomacy*, op. cit., p. 4.

plus à la reconnaissance de l'État français de ses actes qu'à une compensation matérielle. La seule compensation envisageable est celle des essais nucléaires. »

MANIFESTATIONS ALGÉRIENNES EN FRANCE D'HIER À AUJOURD'HUI

L'équation qui permet de résoudre les conflits mémoriels est cependant tributaire d'un ensemble plus large d'interactions. Le recours au cadre de la culpabilité est en effet pris dans un registre qui dépasse les relations officielles entre la France et l'Algérie. En parallèle des relations politiques et économiques d'État à État, l'immigration algérienne en France donne corps au rapport entre les deux pays. La France est le pays dans lequel les immigrés algériens sont les plus nombreux et où les mobilisations protestataires en dehors de l'Algérie sont les plus fortes. Si, par exemple, à Londres, Genève, Bruxelles ou Montréal, les rassemblements drainent quelques dizaines ou centaines de participants, voire quelques milliers lors des grandes occasions, ceux de Paris, qui ont regroupé plusieurs dizaines de milliers de personnes en 2019 durant les premiers mois de la protestation sur la place de la République ou lors des manifestations en direction des places de la Nation et de la Bastille organisées par les collectifs du Hirak parisien, réunissent encore dans une parfaite régularité, plus de dix-huit mois après, des centaines de manifestants¹².

111

Les immigrés algériens renouent avec les rassemblements et les manifestations, deux formes d'action protestataire qui, dans les années 1950, les avaient fait paraître dans l'espace public français en tant qu'Algériens¹³. Cinquante-sept ans après l'indépendance, l'adversaire que désignent les protestataires du Hirak est avant tout le « système » incarné en Algérie par les figures de la « mafia » et des « généraux ». La France est vue, dès les premiers jours du mouvement, par les manifestants comme un allié de ce système qui s'active quotidiennement à le légitimer pour mieux assurer son maintien et déconstruire le travail militant réalisé depuis février 2019. Les protestataires s'engagent alors à articuler des intuitions morales à leur stabilisation et à leur élaboration au moyen d'arguments, de symboles, de cadres, qui résonnent d'autant mieux qu'ils font

12. Cf. Didier Le Saout, « Faire *hirak* à Paris : les mises en scène d'une révolution contre le "système algérien" », *L'Année du Maghreb*, n° 21, 2019, p. 131-146.

13. Pour une vue d'ensemble sociohistorique de la contestation sur le sol français, cf. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, surtout chap. 24-25.

appel aux « bonnes émotions »¹⁴. À travers des « agencements d'objets et de conduites »¹⁵, ils s'efforcent de mettre à l'épreuve des émotions auxquelles ils confèrent la plus grande importance.

112 Cette méfiance à l'égard de la France, qui constitue également une position de défiance, est d'autant plus partagée que les autorités françaises ont détourné leur regard de la forte abstention, en Algérie comme à l'étranger, qui a marqué l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, amplifiée par le boycott auquel avaient appelé les protestataires. C'est, selon ces derniers, l'image de la « révolution » qui est ainsi attaquée. La rue algéroise maintient quant à elle sa critique : « Oh Macron, il n'y a pas de gaz ! Chauffe-toi à l'électricité ! », peut-on lire sur une pancarte dans la marche du vendredi 22 mai 2020. La diffusion, quatre jours plus tard, par France 5 du documentaire *Algérie, mon amour*, réalisé par Mustapha Kessous et consacré au Hirak, est vue par certains manifestants comme une nouvelle façon de porter l'attaque contre la protestation, ainsi que l'atteste le courroux suscité par ce documentaire sur les réseaux sociaux en Algérie, beaucoup d'internautes critiquant la réduction de la contestation à un mouvement culturel pour la liberté sexuelle et la consommation d'alcool. Coïncidence perçue comme troublante qui, selon cette vision suspicieuse, pourrait être le signe d'une possible manœuvre bien préparée, une chaîne parlementaire française, LCP, proposait le même soir un autre documentaire sur le Hirak, *Algérie : les promesses de l'aube*, réalisé par Julie Peyrard et Sonia Amrane, dont la première diffusion avait eu lieu en juin 2019 sur la chaîne franco-allemande Arte. La défiance que les autorités algériennes agitent en permanence à l'encontre des médias, notamment étrangers, est ici partagée par une partie de la population. En reprenant la critique populaire, la diplomatie de la colère cherche alors à recadrer la réaction de la rue algérienne pour mieux l'intégrer dans un discours officiel. L'ambassadeur d'Algérie en France est rappelé le lendemain à Alger pour consultation¹⁶.

14. James M. Jasper, *The Emotions of Protest*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 2018, p. 128.

15. Christophe Traïni et Johanna Siméant, « Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », in Christophe Traïni (dir.), *Émotions... Mobilisation!*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 11-34.

16. Le regard des médias français sur le soulèvement algérien est régulièrement un objet de controverse. Après la diffusion, le 20 septembre 2020, du reportage *Algérie, le pays de toutes les révoltes*, réalisé par Dahmane Ziane, qui traite du Hirak et de la jeunesse algérienne, diffusé dans le magazine « Enquête exclusive », le ministère de la Communication algérien a décidé de ne plus autoriser la chaîne de télévision française M6 à opérer dans le pays.

À Paris, sur la place de la République, la controverse autour de la diffusion des deux documentaires ne provoque le dimanche suivant, 31 mai, que des réactions éparses de quelques participants sur les agoras organisées par les collectifs. Les contestataires sont occupés à prolonger la guerre d'Algérie contre les tenants du pouvoir, considérés comme des usurpateurs. Au bord de la place, on peut voir les contours de la carte d'Algérie dessinés en noir sur un drap blanc d'une longueur d'environ deux mètres qui tient agrafé de part et d'autre sur deux tiges de bois. Au centre est écrit : « La France m'a tuer », phrase qui reprend l'erreur grammaticale empruntée à la célèbre affaire judiciaire française. La graphie des lettres de couleur rouge donne l'impression d'un écoulement de sang, comme pourrait être celle d'un titre de film d'horreur sur une affiche de cinéma. De façon plus discrète, dans le coin inférieur droit en petits caractères est écrit en derdja : « *Ghiar à la l'habiba* » (à ceux qui convoitent ma très chère). Une inscription en dialecte algérien que la plupart des manifestants présents n'ont pas pu lire tant la place de la République est un lieu d'agitation peu propice à une lecture des détails. L'allusion vise la France, non seulement pour son action durant la colonisation, la guerre de libération, mais aussi pour son attitude pendant la protestation menée par le Hirak. Pour autant que la France s'acharnerait à combattre l'Algérie, il n'empêche qu'elle rayonne de par la grandeur de son territoire et de ses richesses naturelles et humaines.

113

LA VACHE ET LES PRISONNIERS COMME ÉMOTIONS POPULAIRES

Un autre dimanche, un homme vient sur la place de la République portant dans ses bras une grande vache en peluche qu'il a revêtue du drapeau algérien. En guise de mamelle, un ballon gonflable de couleur blanche est accroché au ventre de l'animal sur lequel sont scotchés de part et d'autre deux petits drapeaux, l'un français, l'autre européen. Un représentant du collectif Libérons l'Algérie se saisit de la vache : « Voilà, me dit-il, c'est une vache... Comme quoi, les richesses de la France, elles sont exploitées par la France ainsi que par les Européens¹⁷. » Le ton est encore plus acerbe chez Salem, qui intervient souvent dans un collectif qu'il anime avec d'autres sur cette place. Dans un discours qu'il prononce au sein de l'agora du groupe, il pointe la collusion entre les pouvoirs

17. Entretien place de la République, 22 décembre 2019.

algérien et français¹⁸. Dans un mélange de dialecte algérien et de français, il s'exclame : « C'est parce que nous les tenons par la main qui a mal. Vous savez pourquoi ? On leur faisait très mal d'ici. Toi, nous, nous leur faisons très mal. » Utilisant le terme « Fafa », qui désigne la France dans le langage commun en Algérie, il continue : « Parce que leur argent est chez Fafa. » Prolongeant l'image, un homme crie dans le public : « Des milliards, des milliards ! » Salem poursuit : « Les hôtels ou les villas ou les appartements, ils sont chez Fafa. Les investissements, leurs investissements, ils sont chez Fafa. Leur nourriture, leurs vêtements, d'où ? De chez Fafa. Ils sont là, aux Champs-Élysées, pour faire leurs emplettes dans les Mercedes diplomatiques. Voilà pourquoi c'est ici que ça fait très mal à cette pègre en Algérie. Parce qu'ils dépendent, et leur vie est ici, chez leur maître néocolonialiste, chez Macron. Vous savez que tout a changé. C'est comme ça. Ils ont changé la façade. Ils ont repeint. Ils nous ont fait Kadboune¹⁹. »

114

Cette même défiance à l'égard de la France peut encore s'entendre lors du rassemblement convoqué le 18 juillet 2020 par un autre collectif sur le parvis des Droits-de-l'Homme. Mounir saisit le micro sur l'espace de l'agora réservé aux intervenants. Pointant du regard la tour Eiffel, qui se dresse à sa droite, il commence son discours en français en faisant remarquer à la centaine de personnes à laquelle il fait face que, « l'acier avec lequel la tour Eiffel est construite, c'est l'acier algérien d'abord ». Et de déduire sur le ton de la plaisanterie : « Donc, il y a un côté algérien dans la tour Eiffel. »²⁰ Il continue sur un ton grave : « Nous sommes aussi ici pour dire que la France est responsable de ce qui se passe en Algérie, parce que la France appartient à l'axe du mal et qu'elle soutient des dictateurs dans toute la région du Proche-Orient et du Nord africain. Et ça, il faut le dire haut et fort, que c'est inacceptable. Il faut le crier sans répit. Est-ce que vous êtes d'accord ? » Le public répond de concert par un « Ouuiiii !!! »... Mounir entonne alors un slogan bien connu sur la place de la République, que reprennent immédiatement les participants au rassemblement : « La France complice, généraux assassins, Macron complice ! ». Tout près de là se trouve le musée de l'Homme. Quinze jours plus tôt, le 3 juillet, Emmanuel Macron avait honoré sa promesse de restituer à l'Algérie les crânes qui y étaient conservés de vingt-quatre résistants algériens décapités par l'armée française dans

18. Intervention place de la République, 12 juillet 2019.

19. Plutôt que de citer le nom du président de la République, Tebboune, l'orateur détourne le terme *kadboune*, proche phonétiquement et qui signifie « celui qui ment ».

20. L'origine du fer ayant servi à la construction de la tour Eiffel était alors objet de controverses et de débats sur les réseaux sociaux.

le Sud-Constantinois en 1849, au début de la colonisation. Une diplomatie que rejette l'orateur, qui dénonce plutôt une supercherie destinée à détourner les Algériens des vrais problèmes²¹.

Si la rancœur se ressent chez certains des manifestants, l'apaisement est recherché par d'autres, soucieux de s'engager dans la protestation à titre collectif mais aussi individuel. Des figures de la guerre de libération nationale dont les noms ont été oubliés sont représentées sur des pancartes brandies par des hommes et des femmes qui, en suivant le trajet des manifestations, parcourent les boulevards parisiens²². On y voit notamment le visage de Hassiba Ben Bouali, intégrée, comme d'autres femmes dont l'apparence vestimentaire avait été choisie pour reproduire la mode occidentale et ne pas attirer l'attention, dans le réseau de Yacéf Saâdi pour transporter des bombes qui serviront aux attentats visant précisément la population civile européenne²³. Le portrait d'Ourida Meddad est également reproduit²⁴. Manifestante de la première heure sur la place de la République, Aldjia est l'auteure de ces peintures. Elle voit la rue comme un espace d'expression à la fois collective et personnelle. Sur les pancartes des martyrs de la révolution, on trouve le portrait de son grand-père, Amar, qu'elle a peint « pour faire plaisir à [sa] mère, [s]es tantes ». L'image du grand-père qui a été tué par balle alors qu'il était âgé de la quarantaine parce qu'il aidait les moudjahidine est fixée sur une pancarte faite d'un simple carton qu'elle a demandé à d'autres manifestants de porter. Les photos et les vidéos du portrait qu'elle a faites dans les rues parisiennes avec son smartphone lors de la manifestation du 5 juillet 2020 sont transmises en Algérie et arrivent sur le téléphone portable d'une de ses tantes *via* le réseau Viber. Le contraste est saisissant. Exhibées dans les rangs des milliers de manifestants en

115

21. Intervention place du Trocadéro, 18 juillet 2020.

22. La réapparition de noms oubliés de figures révolutionnaires se constate également en Algérie. En outre, des figures encore vivantes de la guerre d'indépendance – telles Djamilia Bouhired et Lakhdar Bouregaâ – pouvaient se joindre aux manifestations. Cf. Benjamin Stora, *Retours d'histoire. L'Algérie après Bouteflika*, Paris, Bayard, 2020, p. 57; Giulia Fabbiano, « Le temps long du *hirak* : le passé et ses présences », *L'Année du Maghreb*, n° 21, 2019, p. 117-130. Précisons tout de même que les héritages du passé, notamment de la guerre d'indépendance, ne s'imposent pas naturellement aux contestataires. Ces derniers se les approprient pour réécrire l'histoire.

23. Réfugiée à Alger avec un combattant du Front de libération nationale, Ali la Pointe (de son vrai nom, Ali Ammar), dans une cache de la basse Casbah, elle décède le 9 octobre 1957, à l'âge de 19 ans, sous l'écroulement de la maison consécutif à une explosion provoquée par l'armée française.

24. Âgée de 16 ans, elle avait été défenestrée par ses tortionnaires, parachutistes du général Massu, le 29 août 1957.

France, ces images numériques reçues et partagées en Algérie dans le cercle confidentiel de la famille restent confinées dans l'univers privé, protégées de tout autre regard et de l'intrusion d'un quelconque réseau social. Pour la mère d'Aldjia, l'image de son père qui parcourt les rues de Paris procure une fierté et une tranquillité par la reconnaissance d'un engagement dans un combat juste. L'image atténue les souffrances endurées. Aldjia n'entend pour sa part adresser aucun message à la France. Ces portraits rappellent le souvenir des combattants de l'indépendance. « C'est à la mémoire des martyrs, me dit-elle. Si j'avais eu le temps, j'aurais mis les portraits d'une vingtaine, d'une quarantaine de femmes et hommes. » Dans l'Algérie d'après 1962, le message qu'elle donne de son action à l'occasion de la fête du 5 juillet qui commémore l'indépendance est adressé aux actuels gouvernants algériens. La figure du martyr revit sous les cris et les chants qui résonnent aujourd'hui dans les rues parisiennes. Aldjia conjugue l'histoire au passé, au présent et au futur : « Il y a toujours des militants d'Algérie, des martyrs. Ils ont combattu. Ils sont morts pour la cause algérienne, pour la liberté du pays, et il y en aura d'autres. »²⁵

Ce jeudi 20 août 2020, quelques militants associatifs, par ailleurs assidus aux rassemblements du dimanche sur la place de la République, organisent une action de protestation sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Ils font de l'histoire une arme pour les batailles d'aujourd'hui. Le travail sur les émotions qu'ils effectuent ne se limite pas à un « jeu de surface », mais est en réalité beaucoup plus profond²⁶. « Nous sommes les héritiers de l'Étoile nord-africaine. Nous sommes les enfants de Messali Hadj, d'Amar Imache²⁷ », dit en introduction du rassemblement l'un des organisateurs. Il poursuit en montrant combien l'action des immigrés est légitime pour défendre la cause nationale portée par le Hirak : « Parce que ces gens-là font partie de l'immigration. Leur combat est parti d'ici. Nous sommes ici en tant que citoyens algériens, et c'est la cause de l'Algérie que nous défendons aujourd'hui. C'est la cause des libertés. Et nous avons toute notre légitimité à être ici. » Les contestataires, qui cherchent à ressentir et faire vibrer les émotions partagées par leurs aînés, s'adressent alors à la maire de Paris pour qu'elle soutienne la liberté d'expression en

25. Entretien place de la République, 2 août 2020.

26. Sur la distinction entre « jeu de surface » (*surface acting*) et « jeu en profondeur » (*deep acting*), cf. Arlie Russell Hochschild, *Le Prix des sentiments. Au cœur du travail émotionnel* (1983), Paris, La Découverte, 2017.

27. Ces dirigeants du mouvement national algérien ont participé à la création du parti politique l'Étoile nord-africaine en 1926. Des divergences les opposeront par la suite.

affichant sur la façade de l'Hôtel de Ville un grand portrait de Khaled Drareni, correspondant de TV5 Monde²⁸, « injustement incarcéré et condamné arbitrairement » comme symbole de la liberté de la presse et de la liberté d'expression en Algérie²⁹. Faisant de la figure du journaliste emprisonné le symbole aussi de tous les détenus de l'arbitraire, une organisatrice saisit le micro : « Madame Hidalgo, faites un geste fort envers ceux qui ont emprisonné ces innocents, faites un geste fort pour la liberté d'expression. » Et de continuer : « Disons à nos détenus : “Vous êtes les héros et les héroïnes. Nous sommes fiers de vous et nous sommes là aujourd'hui pour vous dire : ‘Vous n'êtes pas seuls’”. » Par ce travail collectif en profondeur, les souvenirs de la guerre de libération nationale transmis notamment par l'école, la famille et les proches sont ainsi interprétés, réécrits et mobilisés par les protestataires.

117

*

Décrire les émotions officielles comme participant à des diplomaties de la colère, de la sympathie, de la culpabilité peut se révéler d'autant plus fécond qu'il importe de ne pas concevoir ces types de diplomatie sous un angle exclusif les uns des autres, mais de comprendre que les relations diplomatiques entre l'Algérie et la France font plutôt recours à plusieurs registres émotionnels selon la situation et l'interprétation de l'intérêt qui prévaut à un moment donné. Les diplomaties algérienne et française sont en concurrence dans une rivalité stratégique pour produire leurs propres constructions émotionnelles. En ce sens, le passage d'un registre à l'autre peut se faire dans des temps très brefs. Les propos tenus par Emmanuel Macron en novembre 2020 sont encore un exemple de l'imbrication de ces registres : « Je vous le dis franchement : je ferai tout ce qui est en mon possible pour aider le président Tebboune dans cette période de transition. Il est courageux. On ne change pas un pays, des institutions et des structures de pouvoir en quelques mois³⁰. » Une

28. Arrêté le 7 mars 2020 alors qu'il couvrait une manifestation du Hirak, Khaled Drareni a été condamné le 15 septembre à deux ans de détention et reconnu coupable d'« incitation à un attroupement non armé » et d'« atteinte à l'unité nationale ».

29. Indépendamment des mobilisations du Hirak parisien, un rassemblement de journalistes célèbres venus, à l'appel de Reporters sans frontières, exprimer leur soutien à son égard, parmi lesquels Marie-Laure Augry, Gilles Bouleau, Daphné Burki, Anne-Claire Coudray, Laurent Delahousse, Françoise Joly, Mohamed Kaci, Guy Lagache, Harry Roselmack et Bernard de la Villardière, s'est tenu dans la matinée du lundi 7 septembre 2020 devant l'ambassade d'Algérie à Paris.

30. Entretien à *Jeune Afrique*, 20 novembre 2020.

position qui sera perçue comme une « ingérence » et immédiatement fustigée par les figures de la contestation. Le soulèvement populaire est ainsi venu complexifier ce face-à-face officiel. Les actions collectives du Hirak sont elles-mêmes nourries de la production intensive d'émotions populaires mobilisées dans l'objectif de délégitimer les représentations officielles produites par les autorités. Jusque-là sous-estimé par les diplomaties, le travail symbolique mené par les protestataires entre alors dans une compétition mémorielle avec les États.

R É S U M É

Comment le soulèvement populaire de 2019 interagit-il avec les relations qu'entretiennent la France et l'Algérie ? Résultat d'une enquête sur les lieux de la protestation du Hirak à Paris, cet article présente les jeux et enjeux des diplomaties algérienne et française dans leurs constructions concurrentielles des émotions de colère, de sympathie et de culpabilité, pour interroger ensuite ces représentations officielles dans leur rapport aux émotions populaires partagées par les contestataires.